



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-cooperative-de-Mondragon>

La coopérative de Mondragon

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1100 - juillet 2009 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 juillet 2009

Description :

Description sommaire, à l'aide d'un texte de Michael R. Krätke traduit de l'espagnol, des principes sur lesquels la coopérative de Mondragon est fondée.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La présentation que nous faisons ci-dessous de la coopérative de Mondragon est basée sur des éléments issus du site de cette Coopérative et sur notre traduction d'un texte (publié en ligne sur son permis) de Michael R. Krätke, Professeur de politique économique et de droit fiscal à l'Université d'Amsterdam, Chercheur associé à l'Institut International d'Histoire Sociale de cette même ville, et également Professeur de Faculté en économie politique, Directeur de l'Institut d'Études Supérieures de l'Université de Lancaster, au Royaume-Uni.



Reproduction du tableau de Bruegel le Vieux (1525-1569) qui illustre le texte de M. R. Krätke que nous avons traduit.

La loi d'Oppenheimer

Connaissez-vous la loi d'Oppenheimer ? Elle prétend qu'à long terme les coopératives autogérées font faillite ou bien se transforment en entreprises capitalistes ordinaires. Elle a été formulée après la grande dépression de la fin des années 1920, lorsque les coopératives coulèrent à pic les unes après les autres. Or, depuis, elle a, heureusement, souvent été démentie...

La preuve : la Société Coopérative de Mondragon (SCM), qui s'est développée à Mondragon, au Pays Basque (à environ 50 km de Bilbao), est une des expériences coopératives les plus réussies de tous les temps. C'est la plus grande coopérative du monde, c'est la septième plus grande entreprise d'Espagne et, de loin, la plus importante du Pays Basque : elle emploie 103.000 personnes.

Depuis sa création en 1955 (sous Franco !) cette coopérative a traversé et surmonté de nombreuses crises... et elle résistera aussi à la crise mondiale actuelle, démentant une fois de plus la loi d'Oppenheimer. Elle est basée sur le principe selon lequel toute personne partageant les idéaux coopératifs et possédant les qualifications professionnelles adéquates peut en faire partie. Ceux qui y travaillent ne sont donc pas forcément tous des coopérateurs (ils sont 84.000, soit plus de 80 %), mais, par contre, tous ceux qui possèdent une part de son capital doivent travailler dans l'une de ses 88 unités.

Structure de la SCM

L'activité de la SCM se déploie en quatre secteurs : la finance, l'industrie, la distribution et la formation. Chacun fonctionne de manière autonome, mais dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui est coordonnée par le Centre Corporatif.

Le secteur financier comprend une banque, un fonds de solidarité et diverses assurances. Créée dès 1959 sous le nom de Caja Laboral Popular, la banque est une coopérative de crédit qui devait s'avérer être la pièce-clé du devenir des coopératives intégrées dans l'expérience de Mondragon. Le secteur industriel rassemble huit divisions qui se consacrent à la production de biens et de services divers. Le secteur Distribution comprend des services commerciaux et agroalimentaires. Le secteur formation comporte plusieurs centres de recherche, une Université avec 4.000 étudiants, différents centres de Formation Professionnelle et d'autres établissements d'enseignement. Les deux types de formation, académique et recyclage professionnel, ont tous deux, et depuis l'origine, joué un rôle déterminant dans le développement de la Coopérative.

Tous les membres de la SCM ont des droits de vote égaux et entiers, tant dans les unités dans lesquelles ils travaillent que dans l'ensemble de l'entreprise. Ils ont des sièges et des voix au Congrès de la Coopérative, organe suprême de la souveraineté et de la représentation.

Une Assemblée Générale se tient au moins une fois par an dans chacune des unités, et, à cette occasion, tous les coopérateurs peuvent être élus à des postes de la Commission Permanente et du Conseil Général. Mais ils peuvent aussi être démis de leurs fonctions, car la Coopérative n'accepte pas de pouvoir incontrôlable.

Réactions face à la crise

Bien évidemment, la récession qui sévit en Espagne n'épargne pas la SCM, dans laquelle, en temps de crise, c'est au sein des Assemblées Générales des diverses unités de commercialisation qu'on délibère sur les stratégies à mettre en oeuvre. Or celles-ci ne raisonnent pas comme les entreprises capitalistes qui considèrent qu'en temps de crise il est rationnel de licencier, d'économiser, de délocaliser et de fermer des usines. Au contraire, et c'est ce qui assure la survie des coopératives, elles constituent une communauté solidaire et elles utilisent leurs bénéfices pour fortifier leurs diverses unités et donc l'ensemble de l'entreprise. Alors, au lieu de gaspiller les savoir-faire comme le fait le capitalisme quotidien, elles considèrent que les qualifications que ses membres ont acquises sont un enrichissement, et elles conservent les postes de travail.

Les statuts actuels prévoient que chacune des coopératives réserve 20 % de ses bénéfices nets aux associations de leurs branches respectives : 10 % vont au fonds d'investissement commun de Mondragon, 2 % au fonds de formation et 2 % de plus au fonds de solidarité. De ce qui reste, 10 % vont au fonds social, et 45 % sont placés dans les réserves de la coopérative. Le reste peut être affecté au capital des coopérateurs, mais n'est pas versé de manière individuelle aux non-membres de la coopérative.

Depuis les origines de la SCM, le principe de ne licencier personne continue d'être appliqué, mais les membres d'une unité peuvent être transférés dans une autre pour éviter le sous-emploi : si des postes de travail sont perdus dans un site, l'ensemble de la coopérative fait en sorte que les coopérateurs "libérés" puissent travailler dans une autre unité. Ainsi, contrairement à la pratique habituelle, les unités en crise qui subissent la pression de la concurrence internationale ne sont pas fermées, elles sont restructurées de façon à surmonter les difficultés. La SCM (ainsi que ses filiales à l'étranger) est donc, une réussite totale en tant que machine génératrice de postes de travail : en Espagne, le chômage actuel dépasse 10 %, mais au Pays Basque, grâce à Mondragon, il est inférieur à 4

%.

Contrairement à ce qu'on constate dans les entreprises capitalistes, les coopérateurs, hommes ou femmes, touchent des salaires étonnamment égalitaires, conformes au principe : « à travail égal, salaire égal ». Et, ce qui est loin d'être le cas dans les autres pays européens, l'écart entre les salaires se discute et se décide publiquement. Dans les premières années d'existence de la SCM, la dispersion salariale (le rapport entre les salaires les plus bas et les plus élevés) était limitée à 1 / 3, mais pouvait atteindre, dans des cas exceptionnels et temporairement limités, 1 / 4,5. Dans les années 90 ce rapport a atteint 1 / 8. Mais, même ainsi, les plus bas salaires dans les coopératives sont nettement plus élevés que ceux des travailleurs de même qualification dans les entreprises capitalistes. Par contre, les travailleurs plus qualifiés, chargés de travaux plus difficiles, gagnent entre 20 et 40% de moins que leurs homologues de l'économie dite "libre".

Sans avoir recours à des écarts de salaires aussi exorbitants que ceux de la Deutsche Bank (1 / 400), la SCM ne manque pas de gens bien formés et aptes à des fonctions de direction. La comparaison des salaires de "dirigeants" par exemple celui de la Deutsche Bank, Josef Ackermann et celui de Jésus Catania, le directeur général de SCM, est très révélatrice, les revenus modestes de ce dernier feraient éclater de rire le premier. Mais leurs résultats aussi sont très différents : le directeur basque et son équipe, avec l'aide de la banque de la coopérative, ont fondé toute une série d'entreprises, et ils ont réussi, en les absorbant, à en sauver au moins une douzaine d'autres de la faillite, créant quelque 10.000 postes de travail ; alors que le directeur de la grande banque allemande s'est distingué comme destructeur de capital et de postes de travail : il a supprimé au moins deux fois plus d'emplois que ceux que les coopérateurs de la SCM ont créés dans la même période.

Coopération et participation

Pour les employés de Mondragon qui ne sont pas membres de la coopérative, la règle veut que n'importe quel travailleur en CDD y ait la possibilité, dans les deux ans qui suivent son embauche, d'en devenir membre coopérateur de plein droit, après une période probatoire de six mois et avec un apport personnel de 12.000 euros (pour financer cet apport, la banque de la coopérative lui propose des crédits avantageux). Alors 20 % de ce dépôt vont à la coopérative et le reste, soit 9.600 euros, constitue la part du capital du sociétaire, elle lui est actuellement rémunérée au taux annuel de 7,5 %. Le stock de capital croît chaque année avec les participations au bénéfice qui sont octroyées aux sociétaires.

Les freins de l'UE

Alors pourquoi n'y a-t-il pas plus de création de nouvelles coopératives dans l'Union Européenne ? €"Parce que la législation fiscale et sociale de l'UE bloque de telles créations. Et ceci, clairement, parce que ces coopératives font concurrence aux autres entreprises. Et pourtant, la SCM a maintenant 68 sites de production dans le monde, en Afrique, Inde, Chine, Amérique du Sud et Turquie, et elle en a malgré tout en Europe, même en Allemagne où ... de nombreux experts affirment quand même que la démocratie n'a aucun pouvoir sur l'économie et qu'elle ne pourra jamais fonctionner €" dans le même style qu'Oscar Wilde qui prétendait que le socialisme est condamné à l'échec parce qu'il demande trop d'assemblées ! Les coopératives espagnoles font ainsi la preuve que c'était un non-sens.

En dépit, ou plutôt grâce à leurs structures démocratiques, les coopératives de travailleurs gaspillent moins de temps, moins d'argent et moins d'énergie en réunions de dirigeants, en voyages d'affaires inutiles et en rémunérations démesurées pour leurs cadres que les entreprises capitalistes qui leur sont comparables. Elles sont plus efficaces, plus innovantes, plus écologiques, elles peuvent planifier à long terme, et même dans les conditions

actuelles de concurrence du marché mondial.